

1936-1954 :

# De l'absence de dialogue à l'explication par les armes

**A**LORS que l'Afrique noire obtient l'indépendance sans coup férier, à partir de la loi française, d'où vient que tout processus évolutif se soit révélé impossible en Algérie ?

C'est en premier lieu parce que toute réforme s'est trouvée bloquée par l'importante minorité européenne installée dans son solide bastion de privilèges. Cet obstacle est dans l'ordre des choses : dans toute l'Afrique les privilégiés ont résisté plus ou moins. Mais généralement leur résistance a été vaincue par une combinaison de l'action directe ou démocratique des peuples intéressés et de l'action réformatrice de la gauche ou des libéraux de la métropole. Or en ce qui concerne l'Algérie, on doit constater que la démocratie métropolitaine, et notamment la gauche, ont le plus souvent capitulé. Ce fut presque une loi. L'effondrement de Mollet, le 6 février 1956, ne fut au fond que la manifestation la plus spectaculaire dans une chaîne d'abandons. Mais pour les masses musulmanes, à part quelques velléités réformatrices, la réalité avec laquelle elles ont été confrontées en permanence consiste dans cette abdication et dans ce reniement des promesses de la démocratie. Dès lors quand on se trouve appartenir au petit nombre de militants qui, dès 1936, ont été amenés à s'opposer à ce courant qui

devait se révéler fatal et catastrophique, le devoir est de rappeler, fut-ce sommairement, faute de place, quelques faits importants de cette période 1936-1954, pendant laquelle couva la tragédie algérienne. Ceci afin que la jeune génération puisse en tirer quelques leçons.

Déjà, du temps du Front Populaire en 1936, le projet Blum-Violette, qui donnait simplement la nationalité française à quelques 20.000 Musulmans, fut jugé trop audacieux par la majorité des radicaux et par le Sénat. Mais le gouvernement de Front Populaire lui-même commit une lourde faute en cédant à la pression réactionnaire et en dissolvant le 25 janvier 1937 « l'Union des Musulmans Nord-Africains » présidée par Messali Hadj qui prolongeait « l'Etoile Nord-Africaine » de 1925, déjà dissoute. La S.F.I.O. se résigna, d'autant qu'elle était liée d'amitié par sa Commission d'outre-mer, à l'organisation dissoute. La Gauche Socialiste protesta avec les groupements trotskystes et libertaires. En revanche, les staliniens crurent devoir faire assaut de frénésie. Dans le langage qui devait être celui des « procès de Moscou » ils qualifièrent les nationalistes musulmans d'« hitlériens ». Leur service d'ordre nous matraqua, lors du défilé du Mur en mai 37, que nous fîmes avec les militants algériens. Des milliers de ces derniers qui avaient

combattu en 1934 contre les bandes fascistes se trouvèrent ainsi calomniés, réprimés, brutalisés, par ceux en qui ils avaient mis la plus naïve confiance. De là naquit ce complexe de méfiance vis-à-vis de la gauche que l'on retrouve depuis, avec aggravation, dans le nationalisme algérien dont les principaux cadres furent formés à l'époque.

## " Grandes opérations "

Le « Parti du Peuple Algérien » (P.P.A.), formé en mars 1937, ne tarda pas à être dissous. Messali, Lahouel et leurs amis furent emprisonnés en Algérie. Puis vint la guerre, passée en prison, par les principaux dirigeants nationalistes, avec de lourdes peines, aggravées par Vichy. Malgré les déceptions, avec le débarquement allié, ce fut l'espoir que la libération serait contagieuse pour l'Algérie également. Malgré leurs divergences passées, Messali et Ferhat Abbas se réconcilient plus ou moins autour du « Manifeste » qui proclamait : « **l'Algérie sera érigée en Etat algérien doté d'une Constitution propre qui sera élaborée par une assemblée algérienne constituante élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie** ». Comme seule réforme jugée d'ailleurs trop audacieuse et combattue avec véhémence par les ultras, De Gaulle par l'ordonnance du 7 mars 1944, donna la nationalité française à 60.000 Musulmans. Abbas fut emprisonné quelque temps et Messali, de sa prison où il était depuis 1938, fut déporté dans le Sud. Vint la victoire alliée. Le 1<sup>er</sup> mai 1945, le P.P.A. renaissant de ses cendres, célèbre la fête du travail. Le 8 mai à Sétif, pays d'Abbas, un cortège musulman s'avance avec une banderole : « **Vive la victoire alliée** ». La police tire; échauffourées

sanglantes ; suite: une opération de ratissage appuyée par la marine et l'aviation, dans toute la région. Bilan : 200 victimes européennes et d'après la commission d'enquête présidée par le général Tubert, 20.000 victimes musulmanes (les nationalistes disent 40.000). Quelques jours avant, le Préfet de Constantine avait avoué: « **De grandes opérations se préparent** ». Mais, se demandèrent les Musulmans, qui était au pouvoir à Paris ? La Résistance et en grande partie la Gauche, une fois de plus débordée. Le ministre de l'Intérieur était un S.F.I.O. fort honnête, le ministre de l'Air, un bon communiste ; par une sorte de solidarité gouvernementale le journal du Parti communiste algérien « Liberté » s'en prit violemment à Abbas et à Messali considérés comme des sortes de provocateurs selon le langage consacré du rituel stalinien. A nouveau seuls quelques éléments de la gauche socialiste et des petits groupes d'extrême-gauche protestèrent dès qu'ils connurent la vérité. Nouvelle et effroyable déception chez les Musulmans de toutes tendances.

Des chefs actuels de l'insurrection déclarent volontiers aujourd'hui que sur le plan sentimental leur résolution de passer à l'action date de cet impitoyable massacre de Sétif. Mais un gouverneur général sincèrement démocrate essaya désespérément de sortir de l'impasse. Il entreprit une politique de réformes économiques et sociales. Il laissa faire les élections aussi librement que possible malgré certaines manœuvres de l'Administration ; au point que le parti nationaliste le plus fort, le M.T.L.D.-P.P.A., eut 5 députés à l'assemblée Nationale et la majorité dans les conseils municipaux (collège musulman). Ce processus devait logiquement aboutir à un statut qui serait un pont permettant l'évolution pacifique vers la république algérienne

associée à la France. Mais c'est précisément pourquoi Chataigneau devint la cible de la réaction colonialiste et ne fut soutenu à Alger que par l'U.D.M.A., les socialistes et les communistes. En dépit des efforts de Depreux, Ramadier, président du Conseil, imposa Naegelen, sous la pression de René Mayer et de Borgeaud. Entre temps, en coopération avec Ferhat Abbas et le Docteur Francis, nous avons essayé au Congrès de Lyon de la S.F.I.O., en août 1947, de faire adopter un statut qui représentât un minimum acceptable pour les nationalistes modérés; mais Ramadier préféra s'incliner devant les pressions des radicaux, du M.R.P. et de la droite, que d'accepter les propositions de son parti. De sorte que le statut voté le 20 septembre 1947 ne fut approuvé par aucun élu algérien, même modéré.

### *" Si le statut... "*

Cependant ce statut, si insuffisant soit-il, allait être systématiquement torpillé par l'administration, sous le proconsulat de Naegelen et de Léonard. Soustelle qui leur succéda, reconnut dans ses rapports la tragique réalité : ce fut le truquage systématique des élections, l'emprisonnement des candidats nationalistes, la promotion préfabriquée des béni-oui-oui, dénoncés dès 48, notamment par Franc-Tireur, le « Congrès des peuples », puis par certaines personnalités, comme M. Fonlupt Espéranber. Ainsi en alla-t-il des élections d'avril 48, d'octobre 50, de juin 51, jusqu'aux élections municipales de 53. Mais parallèlement les cadres nationalistes furent décimés. Sous prétexte de complot, dès 1950, on s'attaqua aux militants de l'O.S., organisation spéciale de l'ex-P.P.A., et c'est alors que des hommes comme Ben

Bella, Khider, Hait Hocine, Krim Belkacem, gagnèrent l'étranger ou les maquis, certains en s'évadant de leur prison. Abbas devait dire le 26 novembre 1954, à l'Assemblée algérienne : « **Si le statut avait été appliqué, je dis que nous n'aurions peut-être pas vu de maquis ou de maquisards** ». En tout cas, les conditions d'un dialogue et d'une évolution pacifique vers un État algérien, auraient existé en Algérie. Or, le comble c'est que ces conditions n'ont même pas été réalisées en France métropolitaine contrairement à toutes les traditions et contrairement à ce qui s'est passé, plus ou moins librement, pour la Tunisie, le Maroc, l'Afrique noire. Le M.T.L.D. et son journal **l'Algérie Libre** furent traqués jusqu'à Paris. À défaut de libertés en Algérie, nous avons tenté, notamment au « Congrès des Peuples », de donner une ouverture internationale et démocratique au nationalisme algérien, représenté à notre Comité International par Mézerna et Yazid pour le M.T.L.D. et Boumandjel pour l'U.D.M.A. Peine perdue, nos meetings furent systématiquement interdits, même par des ministres S.F.I.O., et **l'Algérie Libre**, à peine sortie, était systématiquement saisie. La seule existence du M.T.L.D., était, au fond, devenue une atteinte à la sûreté de l'État. C'est en vain que nous avons saisi l'opinion allant même jusqu'à présenter une candidature de principe : sur ces problèmes aux élections législatives de juin 1951. Les Algériens étaient complètement désespérés, d'autant qu'en approchant de 1954, ils allaient être témoins des démarches mettant fin à la guerre d'Indochine, et qu'ils avaient pu constater que pour la Tunisie et le Maroc, l'action directe des peuples intéressés, et en métropole une action intelligente et libérale de la Gauche, avaient considérablement fait mûrir les solutions. Tandis qu'un premier gouver-

nement autonome s'installait à Tunis, l'Algérie restait terriblement immobile sous la chape de plomb de l'Administration ; et ce calme impressionnant ne pouvait que précéder la tempête qui se déchaîna le 1<sup>er</sup> novembre 1954. Toujours dans l'ordre des responsabilités générales, il n'est pas interdit de penser qu'au delà des fautes politiques et personnelles, que l'Histoire établira, c'est essentiellement à cette situation sans issue, qu'on doit se référer pour comprendre le caractère si explosif de la crise interne du nationalisme algérien qui préluda à l'insurrection. Apparemment, la volonté d'une politique constructive exprimée par les centralistes, et le souci de l'action directe, manifesté par les congressistes d'Hornu, aurait pu se concilier, tout comme Bourguiba a réussi à concilier à l'intérieur du Néo-Destour la première action directe pour

l'Afrique du Nord des fellagas et une diplomatie intelligente qui est passée à l'histoire sous le nom de « bourguibisme ». Malheureusement le déchirement algérien devait obérer lourdement l'insurrection anticolonialiste d'un règlement de comptes interne qui, comme on le sait, ne fut malheureusement pas cantonné à l'échange des idées. Le C.R.U.A. (comité révolutionnaire d'unité d'action) constitué au delà des tendances, décida le 1<sup>er</sup> novembre 1954, de briser l'état avec Ben Boulaid qui, le premier, dans l'Aurès, leva l'étendard de la révolte, tandis que ses amis Ben Bella et Khider lui faisaient écho au Caire. Issus du P.P.A., ces hommes nouveaux allaient donner au nationalisme algérien son visage insurrectionnel.

**Jean ROUS**